



BY ABILWAYS

CONFÉRENCES
D'ACTUALITÉ

TOUS NIVEAUX

NEW

Ref. : 31637

Duration :
2 jours - 14 heures

Pricing :
Employee - Company :
1465 €

LES NOUVEAUX ENJEUX DU CONTENTIEUX DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Responsabilité pénale des décideurs publics : comment éviter les risques de délit de favoritisme et de conflit d'intérêts ? Quelles sont les jurisprudences majeures de la commande publique ?

Affaires Matthieu Gallet, Woerth... **pourquoi faut-il aujourd'hui garantir l'intégrité** de vos contrats de la commande publique ?

La responsabilité des décideurs publics est de plus en plus engagée en cas de délit de favoritisme, de conflit d'intérêts, de corruption ou encore de trafic d'influence.

Ne négligez pas **le risque pénal** pour les décideurs publics, **le risque juridique** pour vos contrats et **le risque financier** pour votre structure.

EFE vous propose d'abord une journée complète de conférence, **le mardi 19 juin 2018, présidée par Maître Thierry Dal Farra** afin de maîtriser tous les enjeux du droit pénal de la commande publique suivie d'une journée EXCÉPTIONNELLE, **le mercredi 20 juin 2018, afin d'analyser les nouvelles jurisprudences avant la grande sortie du Code de la commande publique !**

Ne prenez aucun risque et rattrapez votre retard en matière de veille juridique grâce à EFE !



Téléchargez le programme de cette conférence et découvrez nos intervenants

OBJECTIVES

- Décrypter les nouvelles règles du droit pénal et du contentieux de la commande publique
- Partager l'analyse de nos experts et les retours de vos pairs sur leur pratique de la commande publique
- Identifier, gérer et solutionner tous les risques juridiques liés à vos actes d'achat public

CONCERNED PUBLIC

Au sein des collectivités territoriales, EPCI, intercommunalités, État, EPA, EPIC, hôpitaux, EPL (SEM, SPL, SPLA)

- Élus et leurs adjoints
- Secrétaires généraux
- Directeurs généraux des services et directeurs généraux adjoints
- Directeurs, responsables et juristes service de la commande publique
- Directeurs, responsables et juristes contrats publics
- Directeurs, responsables et juristes contentieux
- Gestionnaires de contrats
- Gestionnaires d'infrastructures et services en réseaux
- Directeurs des achats
- Managers des achats
- Acheteurs publics
- Rédacteurs achats publics

Au sein des entreprises publiques et privées :

- Directeurs et responsables des marchés et des contrats publics
- Directeurs et responsables administratifs
- Directeurs et responsables juridique
- Directeurs et responsables du contentieux
- Directeurs et responsables de grands projets
- Directeurs et managers des achats
- Acheteurs publics
- Rédacteurs achats publics

Avocats, consultants et conseillers secteur public



Comment ?

- Une mise en perspective des analyses de nos experts
- Une occasion unique pour demander des conseils à nos experts sur vos problématiques
- Des tables rondes pour échanger avec vos homologues sur l'évolution de leur pratique

PROGRAM

Responsabilité pénale des décideurs publics : comment éviter les risques de délit de favoritisme et de conflit d'intérêts ?

Mardi 19 juin 2018

L'INTÉGRITÉ DES DÉCIDEURS PUBLICS DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Actualité 2018 : quel bilan tirer des dispositifs de prévention et de lutte mis en oeuvre ?

- Enquête anti-corruption du secteur public de l'Agence Française Anticorruption : quel état des lieux dresser ?
- Quels sont les dispositifs mis en place par les élus et leurs agents ?
- Étude de juin 2018 : existe-t-il une progression de la culture anti corruption dans la commande publique ?

DÉLIT DE FAVORITISME, CONFLIT D'INTÉRÊTS, CORRUPTION ET TRAFIC D'INFLUENCE : QUELLE RESPONSABILITÉ ENGAGÉE ?

Délit de favoritisme : pourquoi et comment l'éviter à tout prix ?

- Quels contrats publics peuvent faire l'objet d'une plainte pour délit de favoritisme ?
- *Quid* des conventions d'occupation du domaine public, BEA ou montages complexes... ?
- Absence de mise en concurrence dans le projet privé Tour Triangle : une requalification en marché public impliquera-t-elle un délit de favoritisme ?
- Quelles structures sont concernées : EPA, EPIC, collectivités... ?
- Quel protagoniste sera incriminé : PDG, DGS, directeur des achats, directeur juridique, acheteur ?
- *Quid* en cas de délégation de signature ?
- Modalités constitutives du délit de favoritisme : assiste-t-on à un renforcement de l'intentionnalité du délit ?
- Quel est le rôle de la qualité de l'intéressé dans la caractérisation de l'élément intentionnel ? Cass crim, 15 septembre 1999, n° 98-87.588
- Peines d'emprisonnement, amendes : le juge est-il clément face au délit de favoritisme ? Cass crim, 6 décembre 2017, n° 16-85.947 et Cass crim, 15 mars 2017, n° 16-83.838
- Le délit de favoritisme peut-il se cumuler avec d'autres délits ?
- Quelles sont les règles de prescription applicables au délit de favoritisme ?

Délit de favoritisme : mises en situation par Maître Thierry Dal Farra

- Comment éviter la qualification d'un acte contractuel en délit de favoritisme ?
- **Affaire Mathieu Gallet** : l'atteinte au libre accès ou à l'égalité des candidats dans les marchés publics est-elle constitutive de favoritisme ?
- *Quid* des avenants injustifiés, du cahier des charges sur mesure, de l'instauration d'un délai privilégiant un candidat, du fractionnement d'un marché pour échapper aux règles de procédure... ?
- Quelle est l'incidence de la communication d'une information inutile pour le candidat ?

Conflit d'intérêts et impartialité : la porte ouverte à tous les risques ?

- Quelle frontière entre impartialité et conflit d'intérêts ? Quels effets sur les sanctions ?
- Sourcing et négociation : un risque accru de conflit d'intérêts ?
- Quels sont les pouvoirs du juge ?

Conflit d'intérêts : mode d'emploi !

- Influence de l'intéressé dans la procédure litigieuse : quels moyens de preuve sont acceptés ?

- Risque de prise illégale d'intérêts et conflit d'intérêts : quels liens ?
- Cas pratiques : dans quelles situations le risque d'influence sera-t-il caractérisé ?
- Lors du sourcing des besoins et de la préparation de la procédure
- Au stade de la procédure d'appel d'offres, de l'évaluation des offres et de la décision finale
- Lors de l'exécution et de la modification du marché
- Preuve de l'influence effective : une application casuistique ?
- Nature, intensité, date et durée des relations directes ou indirectes entre les parties : quels éléments prendre en compte ?
- Principe d'impartialité : une obligation de résultat pour la personne publique ?
- Quelle posture adopter en cas de forte suspicion de conflit d'intérêts ?

Boîte à outils de la responsabilité pénale : quels sont les éléments à connaître et à communiquer aux décideurs ?

- Responsabilité personnelle ou responsabilité de la personne morale : quelle articulation ?
- *Quid* de la mise en oeuvre de la protection fonctionnelle ?
- Délits intentionnels, non intentionnels : quelle cartographie des risques ?
- Quelles incidences financières de la reconnaissance de la responsabilité de la personne morale ?
- Quelle indemnisation du cocontractant prévoir ?
- Quelle est l'étendue des pouvoirs du juge pénal ?
- Quelles conditions de mise en examen ?
- Quelles limites à son pouvoir d'instruction ?
- Quel est le sort pour le contrat en cause ? Quelle régularisation possible ?

Quelles sont les jurisprudences majeures de la commande publique ?

Mercredi 20 juin 2018

RISQUES DE REQUALIFICATION DES CONTRATS : SOYEZ PRUDENTS

Prenez garde aux risques de requalification de vos contrats et à leurs conséquences !

- À quelles conditions un contrat de concession de service de transport aérien peut-il être soumis à l'ordonnance du 29 janvier 2016 ?
- Quels contrats sont exclus du champ de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ?
- Comment le JA interprète-t-il l'espace juridique des marchés publics ?
- Un marché exclu de l'ordonnance peut-il être requalifié en contrat administratif ?
- Quelle est l'analyse du juge saisi d'une demande de requalification d'un contrat de subvention en marché public ?
- Entre anciennes et nouvelles conditions de recours au dialogue compétitif : quel éclairage apporté par le juge ?

UNE BOÎTE À OUTILS CONTENTIEUSE ESSENTIELLE - À VOS CONTRATS !

MAPA, nature des candidats, Code de commerce vs CCAG : toute l'actualité décryptée pour vous !

- Un acheteur public a-t-il l'obligation de détecter une offre anormalement basse dans le cadre d'un MAPA ?
- Modalités de candidature à un MAPA : la déclaration sur l'honneur relative aux travailleurs handicapés s'applique-t-elle aux entreprises de moins de 20 salariés ?
- Quelles sont les conditions nécessaires à la passation d'une concession provisoire sans publicité ni mise en concurrence ?
- Les contrats de subvention sont-ils soumis à une mise en concurrence obligatoire ?
- Le dépôt de deux offres distinctes signées par un seul et même mandataire est-il conforme au droit de l'Union européenne ?
- L'article 48 du décret marchés publics devra-t-il faire l'objet d'une modification lors de la rédaction du Code de la commande publique ?
- À quelles conditions plusieurs entreprises d'un même groupe peuvent-elles candidater aux différents lots d'un marché public ?
- Cas exceptionnel : le juge administratif peut-il faire primer l'égalité de traitement des candidats sur la transparence de la procédure ?
- Le Code de commerce prime-t-il sur les stipulations contractuelles issues d'un CCAG ?

Exigences contractuelles et évaluation des offres : les points majeurs décryptés par nos experts !

- La clause d'interprétariat remet-elle en cause le principe de libre circulation des travailleurs au sein de l'UE ?
- La clause Molière ayant uniquement pour but de lutter contre le travail détaché est-elle licite ?
- Le critère RSE intégré à la consultation doit-il obligatoirement avoir un lien avec l'objet du contrat ?
- Système d'évaluation des offres : l'acheteur est-il obligatoirement tenu de demander des justifications aux candidats ?
- Quel mode d'emploi pour les sous-critères de sélection dans un marché public ?
 - L'acheteur public a-t-il l'obligation de préciser les conditions de mise en oeuvre des critères de sélection dans l'AAPC ?
 - Dans quels délais l'acheteur public doit-il informer les candidats des modalités de mise en oeuvre des critères et sous-critères de sélection des offres ?
- À quel moment de la procédure exiger l'attestation d'assurance garantie décennale de l'attributaire ?
 - L'absence de souscription à une assurance responsabilité décennale entraîne-t-elle l'annulation de la procédure de passation ?
 - Quelles dérogations sont prévues par les textes ?
 - *Quid* des ouvrages de génie civil ?
- Une promesse de vente sous condition suspensive de déclassement est-elle légale ?

Avenant, révision des prix et cession de créance : comment vous protéger ?

- *Quid* de la suppression de la clause de révision du prix dans un avenant sans le mentionner à son cocontractant privé ? Cela caractérise-t-il une erreur ou un dol ?
 - Constitution d'un dol : les manoeuvres de l'acheteur public ont-elles un caractère déterminant ?
- Quelle est la valeur de la signification d'une cession de créance dont le cédant n'est pas titulaire dans un marché public ?
 - À partir de quand la créance produit-elle ses effets ?
 - Le régime de la cession de créance est-il distinct du droit au paiement direct des sous-traitants ?

DES AVANCÉES EN MATIÈRE DE RÉFÉRÉS ET DE POUVOIRS DU JUGE ADMINISTRATIF

Télérecours, pouvoirs du juge, urgence : prenez garde aux actualités !

- Quels sont les pouvoirs du juge en matière d'annulation d'un contrat public ?
 - Le JA peut-il annuler une mesure d'exécution autre qu'une décision de résiliation d'un contrat public ?
- Un contrat de transport ayant pour objet l'exécution de travaux publics relève-t-il de l'office du JA ?
- Quelles sont les conséquences de l'absence d'accusé de réception de Télérecours sur la procédure de référé précontractuel ?
- Comment l'urgence est-elle caractérisée dans le cadre d'un référé suspension ?
 - Cas d'étude de la mise en balance : intérêt général, intérêt du requérant, intérêt des tiers

TRAINERS

François
TENAILLEAU
Avocat Associé
CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS

Vincent
BRENOT
Avocat Associé Partner
AUGUST & DEBOUZY